

# Les budgets participatifs en 2020 : la participation sans démocratie ?

## Journée d'études

23 Novembre 2020, Paris, France

### Appel à communication

Depuis les années 2010, les budgets participatifs ont fait l'objet de peu de travaux empiriques actualisés et publiés en langue française. Le présent appel souhaite mettre en lumière et en perspective les spécificités de la vague actuelle des budgets participatifs. Nous souhaitons réunir des contributions permettant de renouveler ces études de cas, mais aussi les questionnements liés : objectifs des organisateurs, effets sur les participants, effets sur les politiques publiques, effets démocratiques.

#### **Axe 1 : Que sont devenus les budgets participatifs ?**

Objectif : analyser en contexte les budgets participatifs vus de 2020, leurs acteurs et leurs logiques.

- Quels sont les processus et les mécanismes étiquetés « budget participatif »? En quoi diffèrent-ils entre eux, et des précédents, avant les années 2010 ? Sur quels points sont-ils similaires ?
- Quelles sont les méthodes, procédures et technologies mises en place dans les budgets participatifs ? Dans quelle mesure ces nouveaux budgets participatifs en renouvellent-ils les pratiques et les définitions?
- Des acteurs de certains territoires résistent-ils à l'adoption du budget participatif ? Pour quelles raisons ?
- Que sont devenus les budgets participatifs au Brésil après trente ans ? Qu'en est-il de l'influence des expériences originelles comme référence pour les cas actuels ?
- Quelles sont les représentations que les acteurs associent au budget participatif ? Les agents et les agencements de la démocratie participative et du budget participatif se recourent-ils pleinement ? Ou est-il possible de s'intéresser à l'un sans s'intéresser à l'autre ?
- Observe-t-on de plus en plus des budgets participatifs et, en même temps, de moins en moins de marge de manœuvre et de discussion sur les orientations budgétaires ? Le budget participatif est-il le lot de consolation démocratique de l'austérité économique ?
- Les projets réalisés sont-ils partout toujours les mêmes ? Quelle est leur utilité sociale ?

#### **Axe 2 : Quels sont les effets au-delà du budget participatif en tant que tel ?**

Objectif : saisir les effets sur l'action publique et les systèmes politico-administratifs des budgets participatifs.

- Quels impacts sur les budgets locaux ? Que deviennent les logiques redistributives dans cette génération de budgets participatifs ?
- Observe-t-on un renouvellement des logiques de clientélisme et de cooptation ? Quelle est la place des collectifs déjà constitués dans les démarches de budget participatif ?
- Dans quelle mesure les institutions administratives et l'action publique locales sont-elles impactées ? Observe-t-on dans le même temps des résistances de la part d'acteurs s'estimant perdants ?
- Quels sont les effets sur les professionnels de la participation et de la ville ? Dans quelle mesure l'urbanisme est-il modifié par les projets déposés dans les budgets participatifs ?
- Qu'advient-il de la réalisation des projets votés ou délibérés ? Quid de la participation des citoyens une fois que le projet est inclus dans le budget ?
- Quels secteurs publics bénéficient ou au contraire sont lésés par les budgets participatifs ? Des entreprises privées, au-delà des seuls professionnels de la participation, bénéficient-elles de ces budgets participatifs ?

### Axe 3 : Des jeux participatifs sans enjeux politiques ?

Objectif : analyser les formes de participation et les effets démocratiques des budgets participatifs.

- À quel point ces budgets participatifs visent-ils et permettent-ils l'inclusion de nouvelles catégories de la population dans la démocratie locale ? Les nouveaux budgets participatifs contribuent-ils à former des citoyens plus actifs ou plus critiques ?
- L'aspect ludique des budgets participatifs rabaisse-t-il leur portée politique ou est-il un aspect facilitant, voire capacitant ?
- Dans quelle mesure l'utilisation de technologies numériques influence-t-elle la participation et la délibération ? Est-ce que ces plateformes incitent à l'individualisation des demandes au détriment des logiques de discussion collective ?
- Les budgets participatifs signent-ils le retour du confinement de la démocratie locale à la gestion urbaine de proximité ?
- Quels impératifs de participation les organisateurs fixent-ils ? Et comment les participants se les approprient ? Voter à un budget participatif, est-ce vraiment « participer » ? Cette participation est-elle réitérée dans le temps et dans d'autres espaces ?
- Quelle place pour la contestation ou la critique dans les budgets participatifs ? Les débats liés au budget participatif mènent-ils à la mise en débat d'autres politiques publiques ?

## Modalités de contribution

Les contributions s'appuieront sur des données empiriques originales, concernant des cas récents. Elles peuvent prendre la forme de monographies ou de comparaisons, en France ou à l'étranger. Une inscription indicative dans les axes thématiques proposée est souhaitable, mais l'appel reste ouvert à toute approche permettant d'éclairer l'objet "budget participatif" dans la suite ou le renouvellement des travaux déjà existants.

Les propositions de communications (500 mots), incluant nom d'auteur.e-s et affiliation, devront être envoyées à [journee2020@budgetparticipatif.info](mailto:journee2020@budgetparticipatif.info) avant le **26 juin 2020**.

## Organisation et calendrier

- Échéance pour envoi des propositions (résumé, 500 mots) : 26 juin 2020
- Evaluation des propositions : 29 juin - 17 juillet 2020
- Retour aux candidats : 20 juillet 2020
- Envoi des textes finaux par les auteurs : 1er novembre 2020
- Journée d'études : 23 novembre 2020, Paris (MSH-Paris Nord)
- Première soumission à un éditeur scientifique : début 2021

### Débouchés envisagés, suite à la journée d'étude :

- Publication d'un ouvrage collectif, en français, actualisé sur la question des budgets participatifs ; comprenant articles originaux, et possiblement traductions d'articles inédits.
- Soumission d'une *special issue*, en anglais, issue des travaux originaux de l'atelier.

## Comité scientifique

- Françoise Montambeault, Assistant Professor of political science, CERIUM, University of Montreal, Canada
- Giovanni Allegretti, Senior researcher in urban planning, CCS, Coimbra University, Portugal
- Julien Talpin, Senior researcher in political science, CERAPS, CNRS, Lille University, France
- Loïc Blondiaux, Professor of political science, CESSP, Paris 1 Pantheon-Sorbonne University, France
- Stéphanie Tawa Lama-Rewal, Senior researcher in political science, CEIAS, CNRS, EHESS, Paris, France
- Yves Cabannes, Emeritus Professor in development planning, University College London, UK

## Comité d'organisation

- Gilles Pradeau, chercheur doctorant en science politique (Université de Westminster)
- Guillaume Petit, chercheur postdoctoral en science politique (UCLouvain ; Vrije Universiteit Brussel)
- William Arhip-Paterson, chercheur doctorant en science politique (CESSP, Université Paris 1)